



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

# **ENTREPRISES PUBLIQUES, ÉVOLUTION ET SUIVI (Direction du budget, 1973-1987)**

## **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Françoise Pareja

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Entreprises publiques, perspectives d'évolution.....	<a href="#">7</a>
Contrat de plan.....	<a href="#">7</a>
Privatisation.....	<a href="#">7</a>
Evolution du secteur public.....	<a href="#">7</a>
Dotation en capital.....	<a href="#">7</a>
Organisation et gestion des établissements publics (classement par secteur d'activité).....	<a href="#">7</a>
Énergie, matières premières et chimie.....	<a href="#">7</a>
Sidérurgie et métallurgie.....	<a href="#">8</a>
Automobile.....	<a href="#">9</a>

**Référence**

B-0070988/1 - B-0070999/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Entreprises publiques, évolution et suivi.

**Dates extrêmes**

1973-1987

**Noms des principaux producteurs**

Direction du budget, bureau 4A (Bureau de l'énergie)

**Importance matérielle**

12 boîtes, soit 1,59 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versements des 21 janvier, 16 mars et 30 mars 1989 portant les références PH 029/89, PH 051/89 et PH 071/89.

**Historique du producteur**

À l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la

politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

### **Historique de la conservation**

Il s'agit d'une recotation des cotes Z-0013264 à Z-0013308

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Ces archives sont classées de manière thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce fonds d'archives est constitué de documents présentant des actions mises en œuvre par l'État pour l'évolution des entreprises publiques (contrat de plan, restructurations, privatisations).

On y trouve également des informations sur la situation financière, la politique salariale et les projets d'investissements de quelques sociétés (classement par secteur d'activité). Ces prévisions ont été remises à la direction du budget pour la préparation des budgets annuels.

### **Indexation**

Entreprise publique

Industrie

Action économique

**B-0070988/1 – B-0070989/1**

Entreprises publiques, perspectives d'évolution.

1981-1987

**B-0070988/1**

Contrat de plan : situation, arrêté, note pour le ministre, correspondance, convention, projet de décret.

1981-1986

**B-0070988/2**

Privatisation : projet d'ordonnance, projet de loi, rapport de l'assemblée nationale, rapport du sénat.

1982-1986

**B-0070988/3**

Évolution du secteur public : déclaration du gouvernement, note pour la direction du trésor, note d'information, rapport d'ambassade, extrait de journal officiel, compte rendu de réunion interministérielle.

1982-1986

**B-0070989/1**

Dotation en capital : compte rendu de réunion interministérielle, notes, perspectives de loi de finances des années 1984 et 1985, extrait du journal officiel, fiche de situation.

1982-1987

**B-0070990/1 – B-0070999/1**

Organisation et gestion des établissements publics (classement par secteur d'activité).

1976-1987

**B-0070990/1 – B-0070990/4, B-0070995/1 – B-0070999/1, B-0070995-1 - B-0070999/1**

Énergie, matières premières et chimie.

1973-1987

**B-0070999/1**

Pelurier.

1983-1985

**B-0070990/1, B-0070990/3 – B-0070990/4**

Industrie minière.

1978-1987

**B-0070990/1**

Société des recherches minières, bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), situation : note pour la direction du budget, note d'information, correspondance, arrêté, rapport annuel, état des recettes et des dépenses.

1978-1987

**B-0070990/3**

Charbonnages de France, situation : note pour le ministre, tableau de bord financier, programme, note technique, correspondance, relevé de décision, contrat entre l'État et Charbonnages de France, convention entre EDF et Charbonnages de France.

1981-1985

**B-0070990/4**

Compagnie internationale de développement minier (CIDEM) : note d'information, correspondance, lettre au directeur du budget, compte rendu de réunion du conseil administratif, projet de statut de la société. ELF Congo, société nationale ELF aquitaine (SNEA) : rapport de la cour des comptes, prévision budgétaire 1984.

1980-1982

**B-0070990/2**

Industrie chimique. - Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), situation, perspectives d'activité : correspondance, notes, décret, fiche technique, tableau de financement, compte de l'exercice 1984.

1984-1987

**B-0070992/3**

Industrie du tabac. - Service d'exploitation industrielle de tabacs et allumettes (SEITA), activité, projet de restructuration, statut du personnel : décret, note d'information, compte rendu de réunion, extraits de registre des délibérations, statut, extrait du journal officiel, projet, compte financier des années 1977,1978,1979 et 1980.

1977-1985

**B-0070995/1 – B-0070997/4**

Énergie, Gaz de France.

1973-1986

**B-0070995/1**

Prévision de dépenses et de financement d'investissements, prévision de recettes et de dépenses d'exploitation, activité de la commission des marchés de gaz, bilan annuel : rapport, tableaux, brochures, ouvrages, correspondance.

1978-1986

**B-0070996/1**

Marché international du gaz : notes, brochure.

1973-1984

**B-0070996/2**

Filiales : statut, rapport, notes, compte rendu de réunion interministérielle, protocole d'accord, arrêté.

1973-1984

**B-0070997/1**

Prévisions budgétaires, orientations commerciales : notes, extrait du journal officiel.

1979-1985

**B-0070997/2**

Résultat de l'exercice des années 1979, 1981, 1982,1983 et 1984 : notes.

1980-1985

**B-0070997/3**

Prévisions de clôture de compte et perspectives budgétaires : notes, perspectives 1981 et 1983.

1979-1985

**B-0070997/4**

Situation : note d'information, lettre de Gaz de France au ministre de l'économie, compte rendu de réunion, contrat plan, journal officiel.

1980-1986

**B-0070991/1 – B-0070991/2**

Sidérurgie et métallurgie.

1982-1987

**B-0070991/1**

Plan sidérurgie, financement de la sidérurgie, conférence de presse de François Mitterrand sur la modernisation de la sidérurgie : note pour le directeur du budget, projet de loi de finances, décret, tableau de bord.

1982-1987



**B-0070991/2**

Groupe Pechiney, situation industrielle, commerciale et sociale, politique salariale : note d'information, correspondance, statut, projet, emploi, rapport, compte rendu de réunion (1983-1986) ; contrat de plan Pechiney-Ugine Kuhlmann (PUK) : note du ministre, lettre du contrôleur d'état, note d'information, note pour le directeur du budget (1982-1986).

1982-1986

**B-0070992/1 – B-0070992/2, B-0070993/1 – B-0070994/1**

Automobile.

1976-1987

**B-0070992/1 – B-0070992/2, B-0070993/1**

Groupe Renault.

1976-1987

**B-0070992/1**

Situation du groupement, politique salariale, rapport public de la Cour des comptes : note d'information, note pour le ministre, extrait de journal officiel, rapport de l'Assemblée Nationale, accord d'entreprise, compte rendu de réunion interministérielle, perspectives 1985, correspondance.

1977-1987

**B-0070992/2**

Filiales, Société de magasinage et de gestion de stocks (SOFRASTOCK), Société des aciers fin de l'Est (SAFE), Société d'études et réalisations de machines et d'outillage, Société d'ingénierie en ressources humaines et transfert de maîtrise industrielle (SIRTES), Compagnie des produits industriels de l'Ouest (CPIO) : rapports.

1978-1984

**B-0070993/1**

Comptes et gestion (dont Renault industries équipements et techniques (RIET), Renault véhicules industriels) : rapports de la Cour des comptes.

1976-1987

**B-0070994/1**

Groupe Matra, plan de restructuration industrielle, sociale, financière et de développement : note de synthèse, note pour la direction du budget, note d'information, contrat plan, relevé de décision, bilan.

1982-1987